

Initiatives ministérielles

Je vous le dis, monsieur le Président, le modèle américain ne convient pas au Canada. S'il convient aux Américains, qu'ils le gardent, mais il ne donnera rien ici. Cela ne donnera rien d'abolir les subventions dans notre pays. Cela ne donnera rien de détruire VIA Rail. On pourrait continuer l'énumérations encore longtemps. Le gouvernement est sur la mauvaise voie et, avant longtemps, il s'en rendra compte. J'espère qu'il ne sera pas déjà trop tard, parce que si cela se poursuit pendant un certain temps encore, il ne restera plus rien de notre pays.

M. Ferguson: Monsieur le Président, je voudrais féliciter mon collègue pour son excellent discours. Je regrette qu'il n'y ait pas eu plus de députés conservateurs de l'Ouest pour l'entendre.

J'ai ici une coupure de presse selon laquelle les Keystone Producers du Manitoba ont écrit au premier ministre le 15 septembre, pour demander que le gouvernement maintienne ce programme, afin que que les agriculteurs puissent obtenir des paiements anticipés sans intérêt à l'égard des céréales ensilées. J'ai également une lettre de l'Association des producteurs de maïs du Manitoba, qui demande la même chose. L'association dit que le programme a toujours constitué un excellent moyen d'assurer la commercialisation ordonnée du maïs dans la province, en prévenant une surabondance sur les marchés en automne et des pénuries au printemps. Ce n'est que récemment que les agriculteurs du Manitoba ont adopté le maïs comme culture commerciale de remplacement au Manitoba. Je voudrais demander à mon collègue quel sera, à son avis, l'effet du retrait de ces prêts sans intérêt sur les producteurs de la province.

• (1550)

M. Harvard: Monsieur le Président, cette mesure aura des effets extrêmement négatifs. Les conservateurs d'en face n'ont pas besoin de me croire sur parole, ni de croire quiconque de ce côté-ci de la Chambre. Il leur suffit d'écouter les agriculteurs et leurs organisations.

Hier encore, quelqu'un a signalé avec force à la Chambre que 19 organisations de producteurs avaient tenu une réunion à Winnipeg et avaient décidé de s'adresser conjointement au premier ministre pour l'exhorter à mettre un terme à cette tentative et à maintenir les paiements anticipés sans intérêt. Lorsque mon ami de Lambton—Middlesex demande quel effet ce projet de loi aura, la meilleure réponse que j'aie à lui offrir est celle qui nous vient des organisations de producteurs. Ils sont aux premières lignes. Ils sont sur le terrain. Ils savent exacte-

ment ce qui se passera. Ils connaissent les répercussions et disent qu'elles seront désastreuses, horribles. Mettre fin à ce programme n'est pas dans l'intérêt de la collectivité agricole. En fait, un des ministres est actuellement assis là-bas et, à mon avis, tout ce qu'il a à faire, c'est de consulter quelques-uns de ses collègues du gouvernement du Manitoba. Le ministre de l'Agriculture de cette province a déclaré qu'il n'est pas dans l'intérêt des agriculteurs qu'on mette fin à ce programme. Si le gouvernement voulait se donner la peine d'écouter, il saurait que les répercussions de ce projet de loi seront extrêmement négatives.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, je voudrais vous parler de ce projet de loi. Je présume que je suis comme bien des gens au Canada et, probablement, à la Chambre des communes. Si on scrute suffisamment les antécédents de chacun, on trouve sinon un agriculteur au moins un fils d'agriculteur. C'est mon cas.

Mon grand-père a pratiqué l'agriculture dans les Cantons de l'Est, au Québec, s'est installé en Alberta et a exploité une ferme très prospère dans le centre de cette province, près de Camrose. L'exploitation agricole a ensuite été dirigée par mon oncle et c'est maintenant mon cousin qui s'en occupe. La génération suivante a déjà acheté la ferme voisine, de sorte que la ferme Nodan de Duhamel prend de l'expansion.

À mon avis, cette situation est typique chez les Canadiens. Nous sommes presque tous issus de familles d'agriculteurs, si bien que nous continuons de nous intéresser à la viabilité de l'agriculture, non seulement parce qu'elle constitue une de nos principales bases économiques, mais également parce que nous avons des amis, des parents ou de la famille qui comptent, pour gagner leur vie, sur une agriculture viable.

Ce projet de loi me laisse un peu perplexe parce que, depuis que je suis ici, chaque fois que j'ai vu les conservateurs présenter un projet de loi ou établir un programme pour régler un problème, ils n'ont fait que l'aggraver. De toute évidence, dans les domaines que je connais le mieux, c'est-à-dire les services sociaux et les logements à prix abordable, ils font tout pour tourner un problème en véritable gâchis en augmentant les taux d'intérêt et en amputant les services. Voilà un secteur où il ne semblait pas y avoir de problème, et je pensais bien qu'ils ne s'en mêleraient pas. Ils ont montré une fois de plus que leurs interventions contribuaient à aggraver un problème plutôt qu'à le régler et ils commencent maintenant à dire